

## Des liens qui unissent ? Des signes d'unité et de division dans 34 pays africains

Dépêche No. 516 d'Afrobarometer<sup>1</sup> | Carolyn Logan et Alfred Kwadzo Torsu

### Résumé

En cette année de la COVID-19, la capacité des sociétés à œuvrer collectivement à la résolution des défis occupe une position centrale. En effet, le soutien et l'adhésion du public aux mesures de santé publique ont été mentionnés parmi les facteurs expliquant les taux de contamination et de mortalité bien plus faibles en Afrique comparativement à d'autres régions du monde (BBC, 2020).

Les analystes étudient les relations sociales et les divisions sociales précisément parce qu'ils estiment que les sociétés plus cohésives – c'est-à-dire dont les relations entre groupes sociaux ainsi qu'entre groupes sociaux et le gouvernement sont plus fortes et plus positives – seraient également plus à même de résoudre des préoccupations communes et de stimuler le bien-être et le développement.



À quel point les relations sociales sont-elles solides ou faibles en Afrique ? Le continent a souvent été présenté comme déchiré par les conflits et des dissensions, surtout des dissensions fondées sur l'ethnicité. Quelle est la réalité ? Les citoyens des pays africains partagent-ils un sentiment d'identité commun et un objectif national susceptibles de les unir autour d'aspirations communes, comme le suggèrent certaines des expériences vécues dans le cadre de la lutte contre la pandémie du coronavirus ? Ou sont-ils, comme le suggèrent les stéréotypes, lacérés par des clivages et une méfiance qui entravent la quête du bien commun ?

Des recherches articulées autour de concepts tels que le capital social, la cohésion sociale, et le pluralisme ont étudié ce par quoi les gens s'identifient, où les clivages sociaux sont les plus profonds, et comment les relations se développent horizontalement entre les groupes identitaires et verticalement entre ces groupes et l'État (voir par exemple Chan, To, & Chan, 2006 ; Jenson, 2019 ; Lockwood, 1999).

Tant les identités que les relations sont complexes et multidimensionnelles. Bien qu'il soit souvent considéré comme acquis, par exemple, que l'ethnie est l'identité – et la source de clivage – la plus évidente dans nombre de pays africains, un simple regard au-delà de l'ethnie suggère que le sexe, la religion, la race, la richesse, l'éducation, la nationalité, et la tendance partisane sont autant de facteurs potentiellement critiques d'identité et de clivage, au moins dans certains pays et à certains moments. Il est également essentiel de comprendre la présence ou l'absence d'identités nationales ou panafricaines

<sup>1</sup> Une version antérieure de ce document, basée sur les données de 18 pays sondés avant que la pandémie de la COVID-19 n'oblige à interrompre les travaux sur le terrain au titre du Round 8, avait été publiée comme Dépêche d'Afrobarometer No. 412.

prédominantes susceptibles de contrebalancer ou même supplanter les identités et clivages sous-nationaux.

Les relations pourraient également comporter plusieurs niveaux. Les analystes du capital social et de la cohésion sociale se concentrent souvent sur la « confiance » – entre et parmi les individus, les groupes identitaires, et l'État. Mais la « confiance » pourrait être une norme assez élevée dans de nombreuses sociétés (voir par exemple Nunn & Wantchekon, 2011), et d'autres facteurs relationnels – la tolérance, l'acceptation, et le respect mutuel d'une part, et le rejet, les préjugés, et la discrimination d'autre part – pourraient être aussi pertinents, tout comme le fait que les individus et les sociétés perçoivent ou non la diversité comme un facteur de force sociale.

Des données récentes d'Afrobarometer apportent un nouvel éclairage sur certaines de ces identités et relations. Au cours de son huitième round d'enquêtes (2019/2021), Afrobarometer se concentre sur trois principales sources d'identité et de clivage potentiel – l'ethnie, la religion, et le statut économique – tout en examinant l'attrait de l'identité nationale collective. Pour ce qui est des relations, outre la mesure de la confiance, Afrobarometer explore le niveau de tolérance ainsi que la discrimination basée sur l'identité.

Les résultats révèlent la complexité de la cohésion sociale. La confiance généralisée est extrêmement faible – ce qui semble être un mauvais signe pour les sociétés africaines – et l'expérience de la discrimination, surtout les traitements injustes basés sur le statut économique, est relativement répandue. Mais en même temps, il est clair que la population apprécie la diversité et qu'elle adhère fortement aux grandes identités nationales.

En bref, il n'existe pas de réponse simple à la question de savoir dans quelle mesure les sociétés africaines sont cohésives ou non. Mais les résultats ici présentés suggèrent des perspectives nouvelles et peut-être plus nuancées pour comprendre les liens et les clivages sociaux multidimensionnels.

## Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Huit rounds de sondages ont été réalisés dans quelque 39 pays depuis 1999. Le 8e round de sondages (2019/2021) couvre 34 pays – 18 pays sondés entre juillet 2019 et avril 2020, et 16 sondés (après une interruption due à la COVID-19) entre octobre 2020 et juillet 2021.

Afrobarometer réalise des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs<sup>2</sup> au niveau national qui donnent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse portant sur 34 pays repose sur 48.084 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain). Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multipays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la

---

<sup>2</sup> L'échantillon pondéré du Round 8 en Mozambique est nationalement représentatif, mais il exclut la région rurale de Cabo Delgado, qui représente 6,3% de la population adulte du pays. L'insécurité et les difficultés qui en ont découlé dans l'obtention des autorisations nécessaires pour les travaux de terrain n'ont pas permis à Afrobarometer de collecter suffisamment de données dans cette région.

population). En raison des arrondis, les totaux indiqués peuvent différer par un point de pourcentage de la somme des sous-catégories.

## Résultats clés

- A travers 34 pays, la confiance généralisée est extrêmement faible : 14% seulement des répondants estiment qu'on « peut faire confiance à la plupart des gens ».
- Dans le même temps, les Africains apprécient la diversité et sont assez tolérants à l'égard de certains groupes de personnes différentes d'eux. Plus de deux tiers (68%) pensent que les communautés diverses sont plus fortes que les communautés homogènes.
- La majorité aimeraient avoir pour voisins des personnes d'autres ethnies, religions, partis politiques, et nationalités – une expression de tolérance qui s'est considérablement accrue ces dernières années.
  - Une exception majeure concerne les personnes d'orientation sexuelle différente : Seulement environ un citoyen sur cinq (21%) seraient satisfaits d'avoir des homosexuels comme voisins, une proportion qui est restée largement inchangée au cours des dernières années.
- Ils ont également un grand sentiment d'unité nationale. Près de deux tiers (65%) affirment que ce qui unit les habitants de leur pays en un seul peuple est plus fort que ce qui les divise. Et en moyenne sur 32 pays, 14% seulement sont plus fortement attachés à leur identité ethnique qu'à leur identité nationale.
- La discrimination est cependant un phénomène assez répandu. Plutôt que l'appartenance ethnique ou la religion, le statut économique est la base la plus courante de la discrimination. Les niveaux de traitement inéquitable enregistrés sont généralement plus élevés aux mains du gouvernement qu'aux mains de leurs concitoyens.
- Les citoyens plus pauvres déclarent être victimes de discrimination en proportions beaucoup plus élevées que leurs compatriotes plus riches – parfois deux fois plus. Ce constat s'applique non seulement pour la discrimination basée sur le statut économique, mais aussi lorsqu'elle est fondée sur l'appartenance ethnique ou la religion.
- Mesurés dans six catégories, le Cameroun, Maurice, le Mozambique, le Nigéria et l'Afrique du Sud signalent les problèmes de discrimination les plus répandus, tandis que le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Guinée, la Sierra Leone et la Tanzanie se distinguent comme des pays où la discrimination est beaucoup moins prévalente.

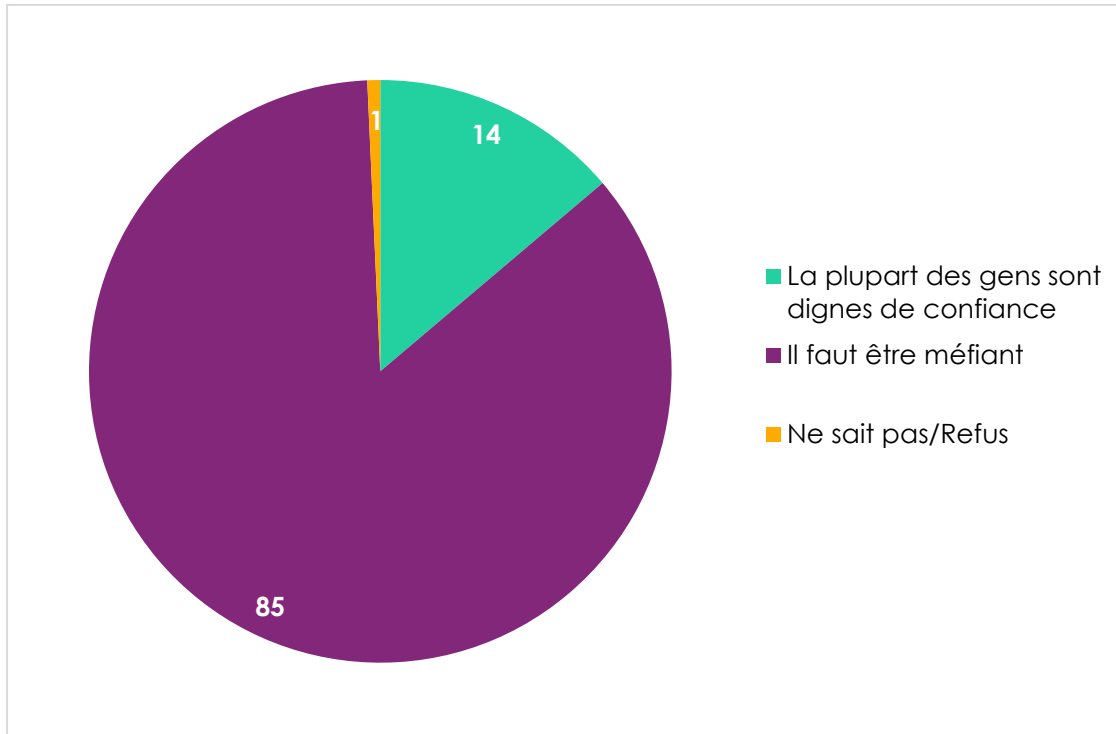
## Le refus de la confiance tout en embrassant la diversité et la tolérance

Les niveaux de confiance au sein de la société sont parfois considérés comme un indicateur de référence clé des niveaux de cohésion sociale (Jenson, 2019). Si cet indicateur est effectivement probant, alors les nouvelles ne sont pas bonnes pour une grande partie de l'Afrique.

Lorsqu'on leur demande simplement de dire si « on peut faire confiance à la plupart des gens » ou si « on doit être très méfiant » dans ses relations avec les gens, 14% seulement des

répondants expriment une confiance généralisée, tandis que 85% recommandent la prudence dans les rapports avec les autres (Figure 1).

**Figure 1 : La plupart des gens sont-ils dignes de confiance ? | 34 pays | 2019/2021**



**Question posée aux répondants :** De manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou que vous devez être très méfiant dans vos relations avec les gens ?

Sept pays sur 34 enregistrent au moins un citoyen sur cinq qui fait généralement confiance : le Niger (30%), le Maroc (26%), la Guinée (22%), le Mali (22%), le Sénégal (21%), le Cameroun (21%) et le Togo (20%). En revanche, seulement un répondant sur 20 dit que la plupart des gens peuvent faire confiance au Botswana (5%), au Kenya (4%), au Lesotho (4%) et au Zimbabwe (3%) (Figure 2).

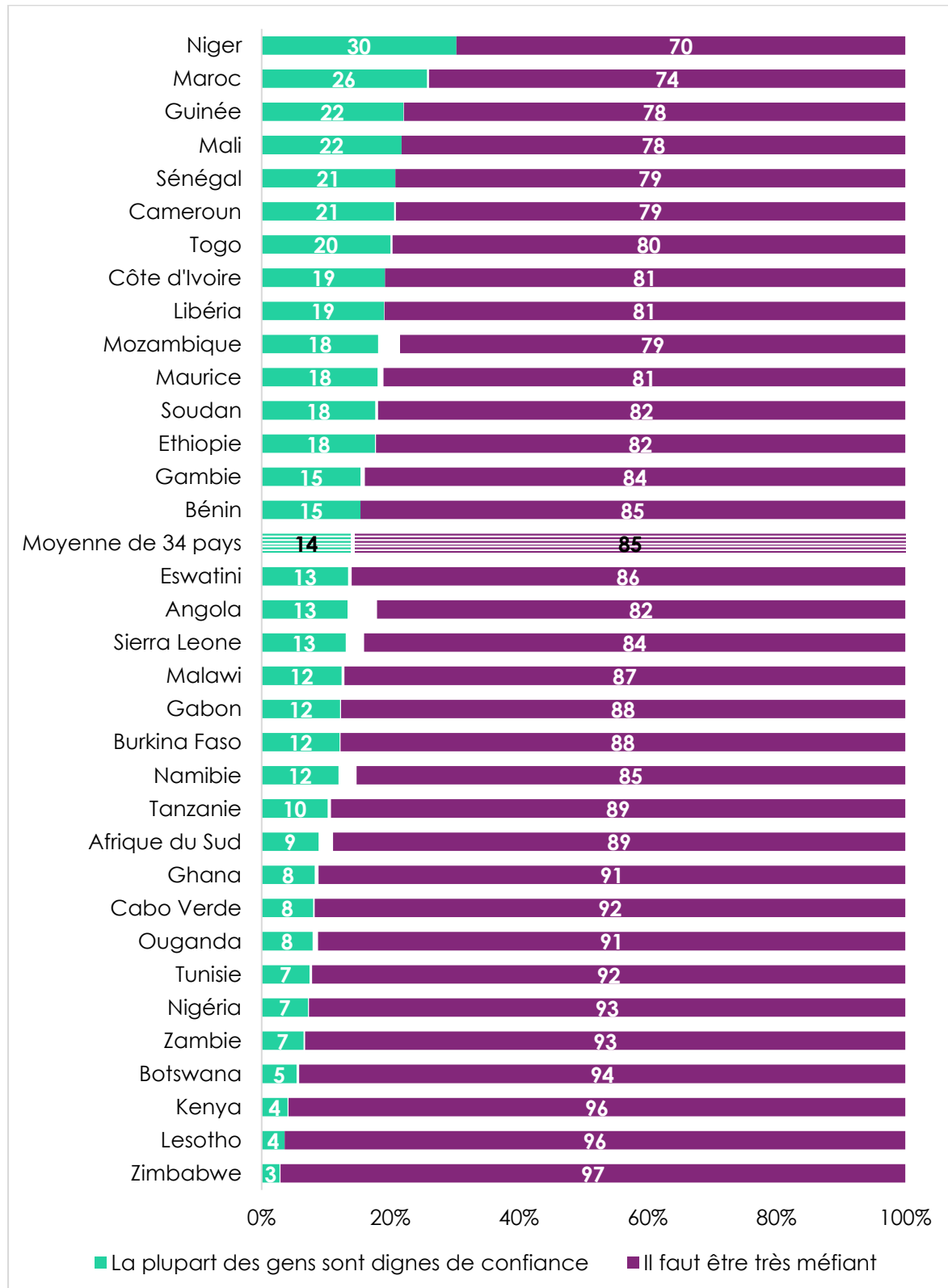
Il est à noter que les quatre pays ayant les niveaux de confiance les plus bas comprennent deux des pays les plus ethniquement homogènes du continent (Botswana et Lesotho) mais aussi l'un des plus ethniquement diversifiés (Kenya).

Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

Dans 31 pays où cette question a également été posée lors du Round 5 (2011/2013), la confiance généralisée a diminué de 4 points de pourcentage, passant de 18% à 14% (Figure 3). Seuls six pays enregistrent des augmentations

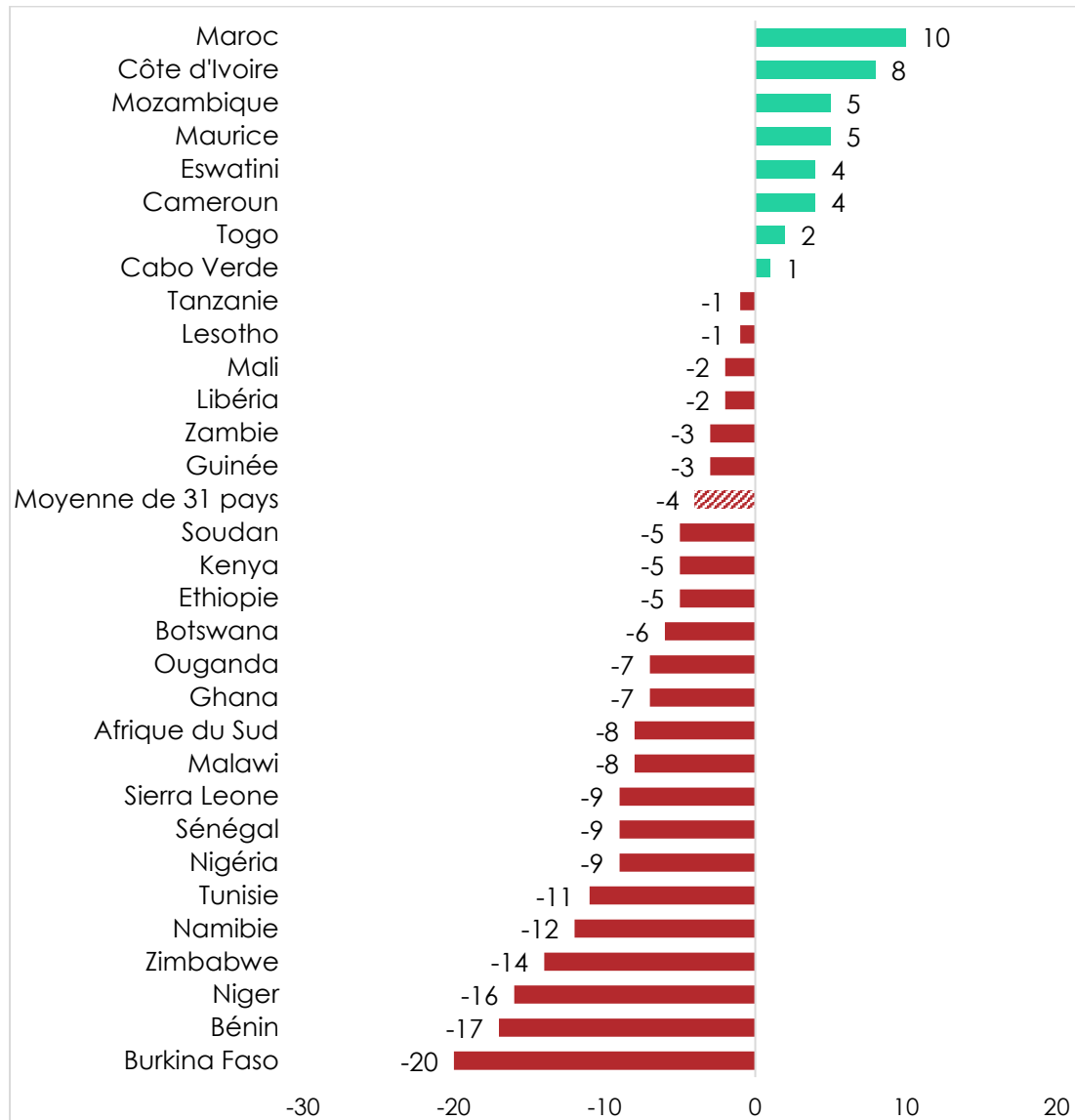
significatives de la confiance sociétale, menés par le Maroc (10 points de pourcentage) et la Côte d'Ivoire (8 points). En revanche, des baisses drastiques sont enregistrées au Burkina Faso (-20 points de pourcentage), au Bénin (-17 points), au Niger (-16 points) et au Zimbabwe (-14 points).

Figure 2 : La plupart des gens sont-ils dignes de confiance ? | 34 pays | 2019/2021



**Question posée aux répondants :** De manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou que vous devez être très méfiant dans vos relations avec les gens ?

**Figure 3 : Evolution du niveau de la confiance sociétale | 31 pays | 2011-2021**

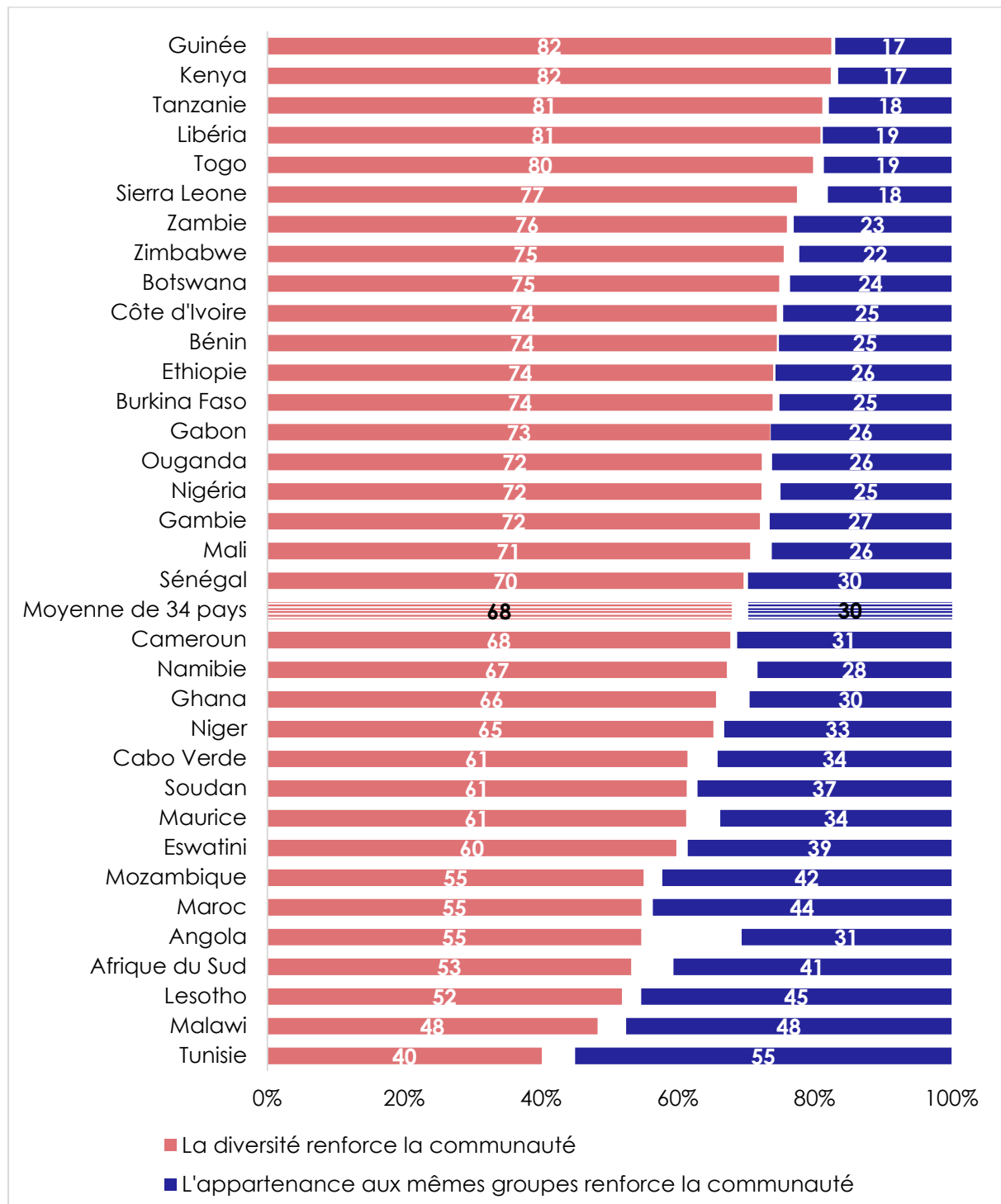


La figure montre les changements, en points de pourcentage, entre les enquêtes de 2011/2013 et 2019/2021 dans les proportions de répondants qui disent qu'on peut faire confiance à la plupart des gens.

Cela dit, d'autres indicateurs décrivent un tableau sensiblement différent des relations interpersonnelles et intergroupes en Afrique. En dépit du faible niveau de confiance interpersonnelle, les Africains semblent accepter la diversité, tant dans l'abstrait que dans leur propre quartier.

À la question de savoir si les communautés sont plus fortes lorsqu'elles sont diversifiées ou homogènes, plus des deux tiers (68%) des répondants de 34 pays estiment que la diversité fait leur force, y compris des majorités dans tous les pays sauf deux. Plus de huit sur 10 Guinéens (82%), Kenyans (82%), Tanzaniens (81%) et Libériens (81%) sont de cet avis (Figure 4). Les exceptions sont le Malawi, dont les répondants sont équitablement divisés sur la question (48% chacun), et la Tunisie, le seul pays où la majorité (55%) préfèrent moins, plutôt que plus, de diversité.

**Figure 4 : La diversité renforce-t-elle les communautés ? | 34 pays | 2019/2021**



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les communautés sont plus fortes lorsqu'elles sont composées de gens de différents groupes ethniques, différentes races, ou différentes religions.

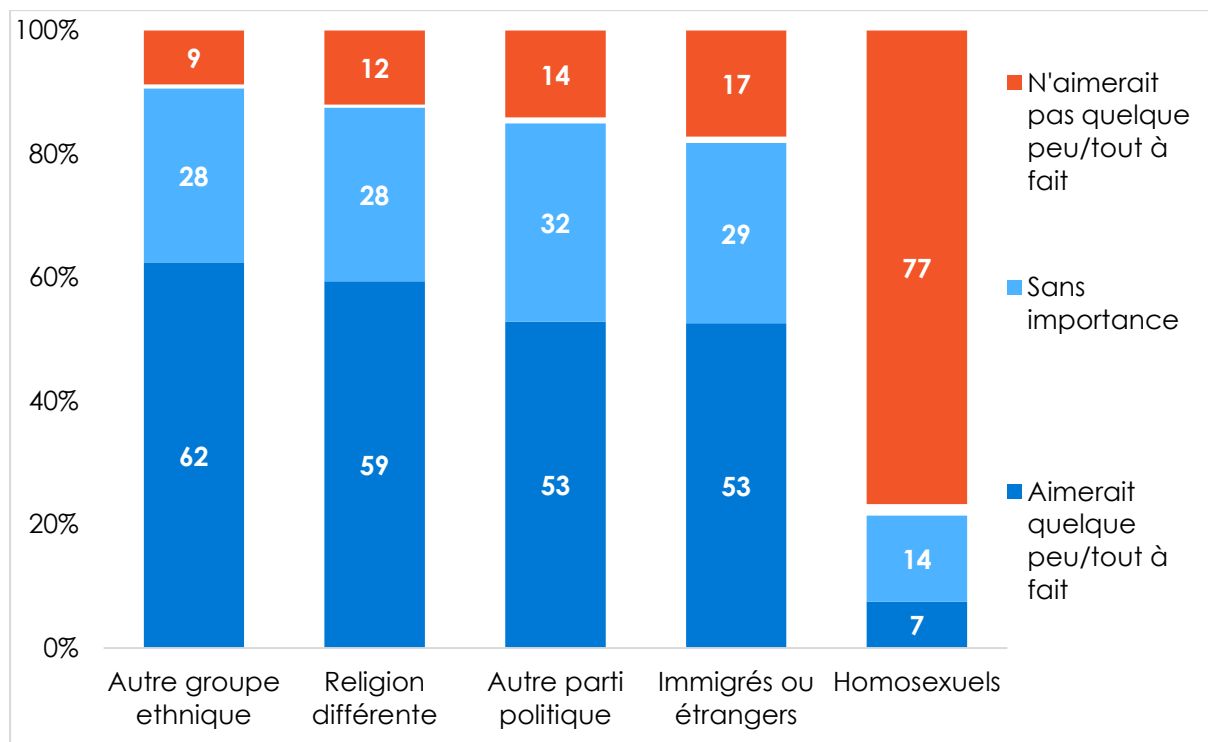
Affirmation 2 : Les communautés sont plus fortes lorsqu'elles sont composées de gens appartenant au même groupe ethnique ou à la même race ou religion.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Un grand nombre d'entre eux se disent également prêts, voire désireux, de vivre aux côtés de personnes différentes d'eux-mêmes. La majorité des répondants déclarent souhaiter avoir pour voisins des personnes d'ethnies (62%), de religions (59%), d'allégeances politiques (53%) et de nationalités (53%) différentes, et trois autres sur 10 déclarent qu'ils ne s'en soucieraient pas (Figure 5).

L'exception remarquable concerne les homosexuels, qui continuent de souffrir de niveaux élevés d'intolérance dans de nombreux pays (Howard, 2020 ; Dulani, Sambo, & Dionne, 2016).

**Figure 5 : Tolérance vis-à-vis des autres** | 34 pays | 2019/2021



**Questions posées aux répondants :** Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance :

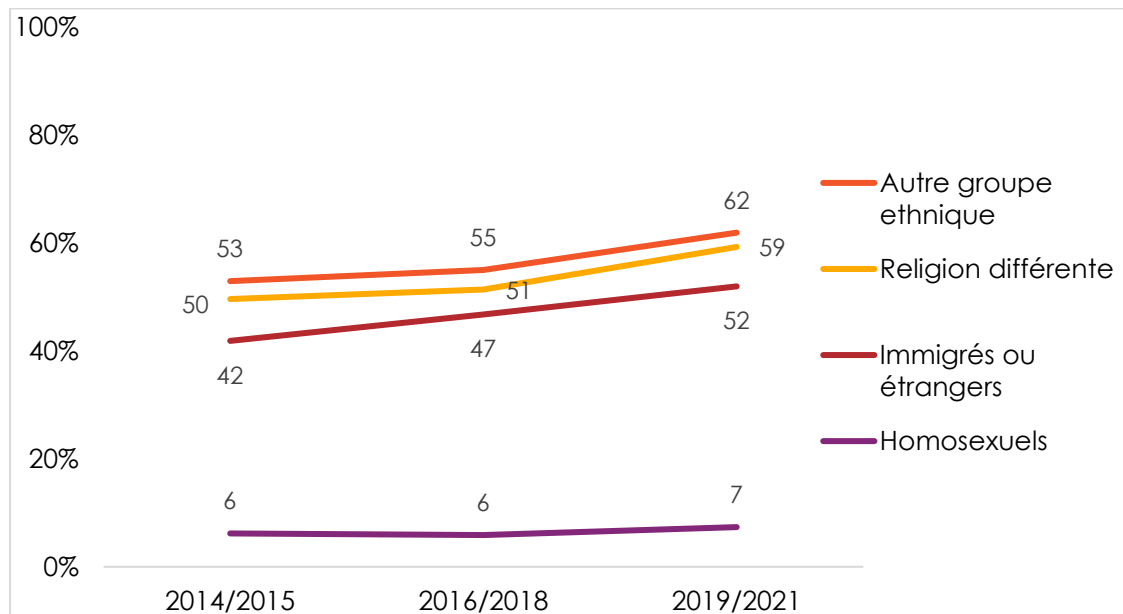
- Les personnes de religion différente ?
- Les personnes d'autres groupes ethniques ?
- Les homosexuels ?
- Les immigrés ou les travailleurs étrangers ?
- Des supporteurs d'un autre parti politique ?

Dans les 30 pays étudiés depuis 2014/2015, ni les niveaux de tolérance ni les niveaux d'intolérance (c'est-à-dire les proportions indiquant qu'ils n'aimeraient « quelque peu » ou « tout à fait » pas avoir des personnes de ces groupes comme voisins) n'ont pas changé de manière significative.

Mais parmi les tolérants, un nombre substantiel de répondants sont passés de la catégorie « sans importance » à la catégorie « aimerait quelque peu/tout à fait », produisant des augmentations de ces réponses accueillantes en ce qui concerne les différentes ethnies, religions et nationalités (Figure 6).



**Figure 6 : Réponses accueillantes aux différences ethniques, religieuses, nationales et sexuelles | 30 pays | 2014-2021**



**Questions posées aux répondants :** Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance. (% qui disent qu'ils « aimeraient tout à fait » ou « aimeraient quelque peu »)

### Un sentiment d'appartenance ?

Outre la confiance et la convivialité des Africains envers les « autres » dans leurs communautés et leurs sociétés, comment se sentent-ils acceptés et intégrés ? Se sentent-ils membres d'un collectif national, et acceptés dans leurs propres sociétés ?

Les données disponibles suggèrent que la plupart d'entre eux ont ce sentiment. À la question de savoir s'il y a « plus qui unit » tous les citoyens du pays en un seul peuple ou « plus qui les divise », près de deux tiers (65%) estiment que leurs sociétés sont plus unies, y compris des majorités dans 29 des 34 pays (Figure 7). Un tiers seulement (32%) pensent que les divisions liées à la religion, l'appartenance ethnique, la politique ou le statut économique l'emportent sur les facteurs d'unification.

Malgré les luttes politiques de leur pays au cours de la dernière décennie, les Marocains ont le sentiment d'unité le plus répandu (88%), suivis des Tanzaniens (87%), Sénégalais (85%) et Libériens (84%). En revanche, la majorité des répondants estiment que le sentiment de division est plus fort que le sentiment d'unité au Gabon (58%) et au Malawi (51%).<sup>3</sup>

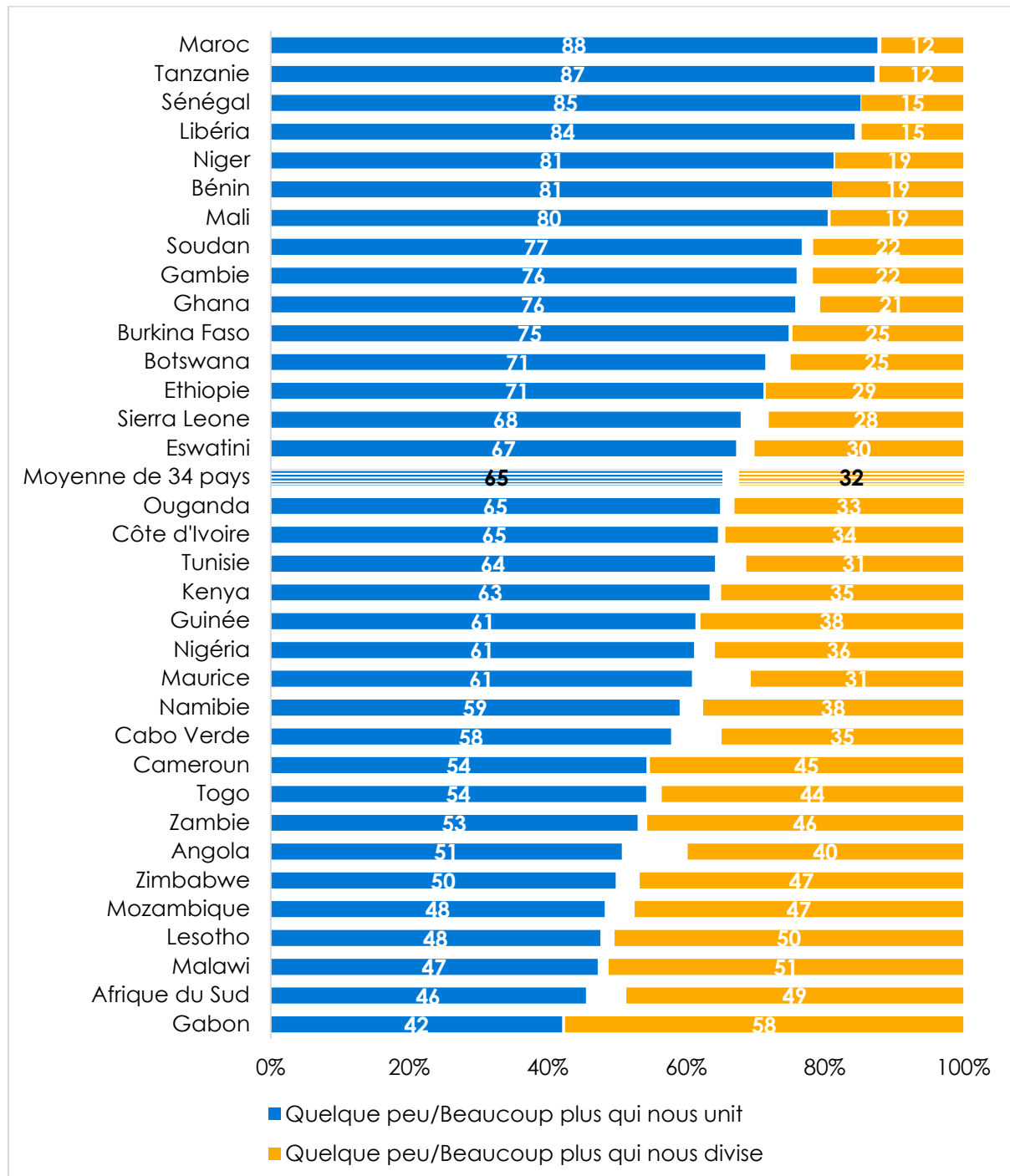
Le sentiment d'unité est plus répandu parmi les personnes aisées que parmi les personnes économiquement vulnérables. Sur la base de l'Indice de Pauvreté Vécue (IPV)<sup>4</sup>

<sup>3</sup> Les enquêtes au titre du Round 8 ont été réalisées avant la reprise de l'élection présidentielle au Malawi en juin 2020, le coup d'État d'août 2020 au Mali, et la crise interne de novembre 2020 en Éthiopie.

<sup>4</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

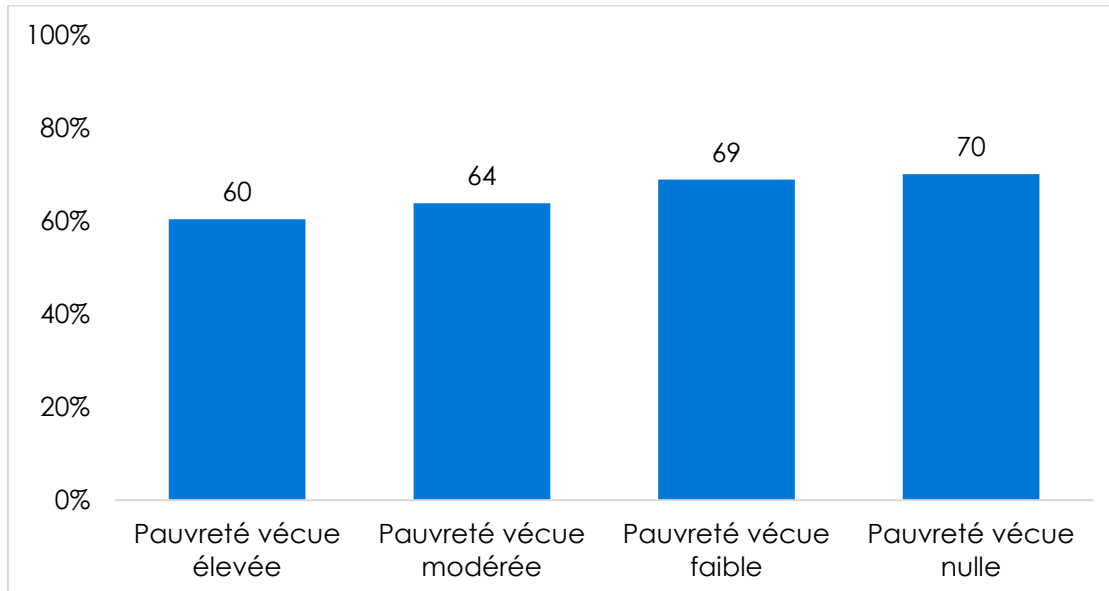
d'Afrobarometer, les personnes ne vivant pas de pauvreté vécue sont 10 points de pourcentage plus susceptibles que celles ayant une pauvreté vécue élevée de dire qu'il y a plus qui unit les citoyens en un seul peuple (70% contre 60%) (Figure 8).

**Figure 7 : Plus qui unit ou plus qui divise ? | 34 pays | 2019/2021**



**Question posée aux répondants :** Les [citoyens de ce pays] sont très divers. Ils sont de différentes religions, de différents groupes ethniques, de différents partis politiques, et de différents milieux socioéconomiques. Dans l'ensemble, diriez-vous qu'il y a plus qui unit tous les [citoyens de ce pays] en un seul peuple ou qu'il y a plus qui les divise ?

**Figure 8 : Plus qui unit les citoyens en un seul peuple** | par niveau de pauvreté vécue | 34 pays | 2019/2021



**Respondents were asked:** *[Citizens of this country] are very diverse. They come from different religions, ethnic groups, political parties, and economic and social backgrounds. Overall, would you say that there is more that unites all [citizens of this country] as one people, or more that divides them? (% who say "somewhat more that unites us" or "much more that unites us")*

L'ethnie est souvent identifiée comme un clivage social et politique majeur dans les sociétés africaines. Les affiliations ethniques ou régionales des principaux partis politiques, par exemple, sont souvent considérées plus importantes que leurs programmes économiques ou sociaux (Berman, Eyoh, & Kymlicka, 2004 ; Norris & Mattes, 2003). Mais les Africains sont-ils plus à l'aise par rapport à leurs identités ethniques individuelles ou à leurs identités nationales communes ?

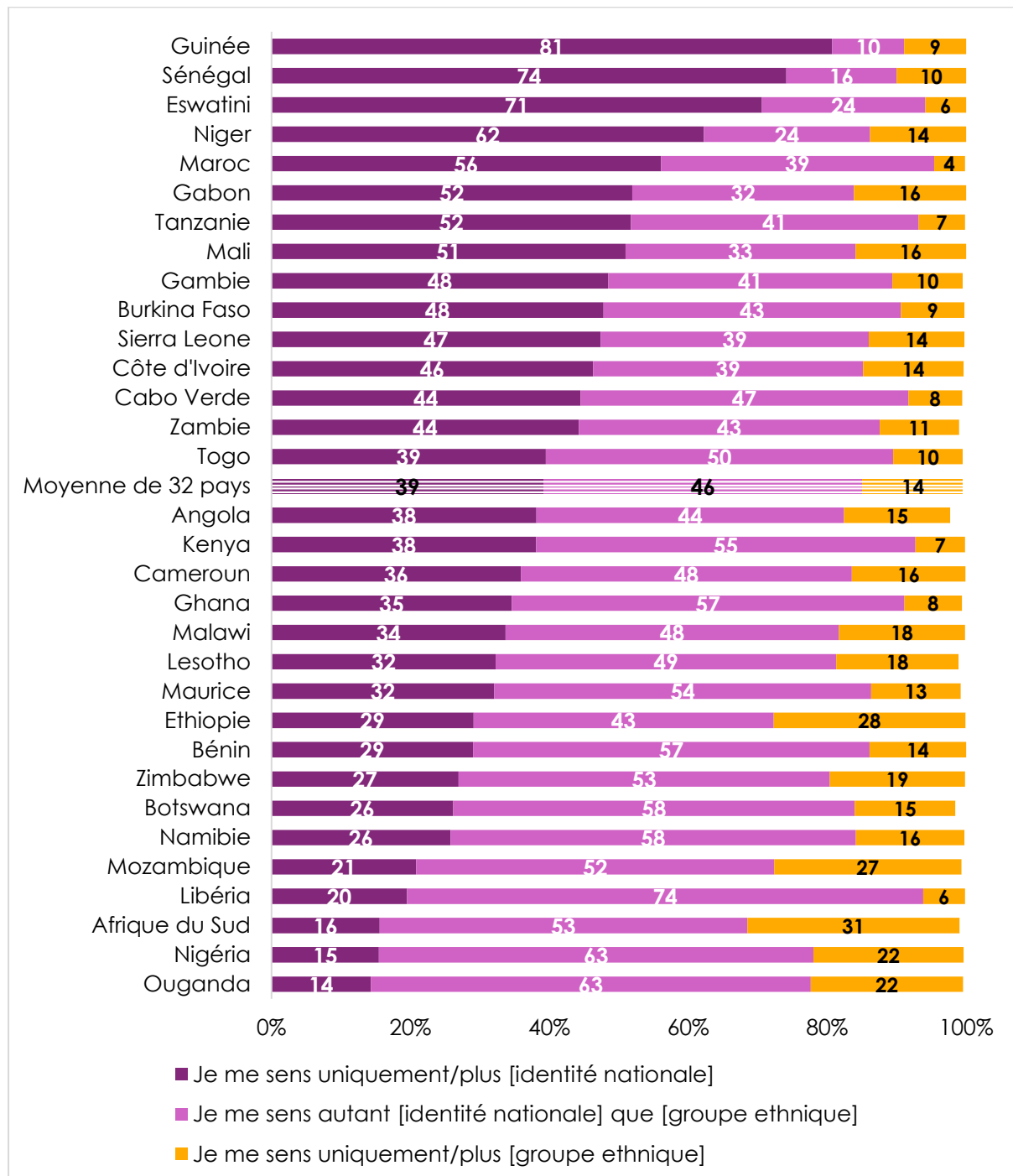
En réalité, ils préfèrent partager les deux identités de manière égale. À la question de savoir s'ils se sentent plus attachés à leur identité nationale ou ethnique, une majorité relative (46%) dans 32 pays<sup>5</sup> déclarent se sentir également attachée aux deux. De plus, 39% des répondants déclarent que leur identité nationale leur importe plus que leur identité ethnique, contre 14% seulement qui se sentent plus attachés à leur identité ethnique (Figure 9).

Les préférences pour les « deux identités » par rapport à la « seule identité nationale » varient considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, trois quarts (74%) des Libériens et près de deux tiers (63%) des Ougandais et des Nigériens accordent la même importance aux deux identités, contre 10% seulement des Guinéens, qui préfèrent fortement leur identité nationale (81%).

De grandes majorités se concentrent également sur l'identité nationale au Sénégal (74%) et en Eswatini (71%). Une préférence pour leur identité ethnique, en revanche, est exprimée par environ trois citoyens sur 10 en Afrique du Sud (31%), en Éthiopie (28%) et en Mozambique (27%), tandis qu'environ un citoyen sur 20 seulement donnent la priorité à son appartenance ethnique au Maroc (4%), en Eswatini (6%) et au Libéria (6%).

<sup>5</sup> Les questions relatives à l'ethnie n'ont pas été posées en Tunisie et au Soudan.

**Figure 9 : Identité nationale contre identité ethnique** | 32 pays\* | 2019/2021



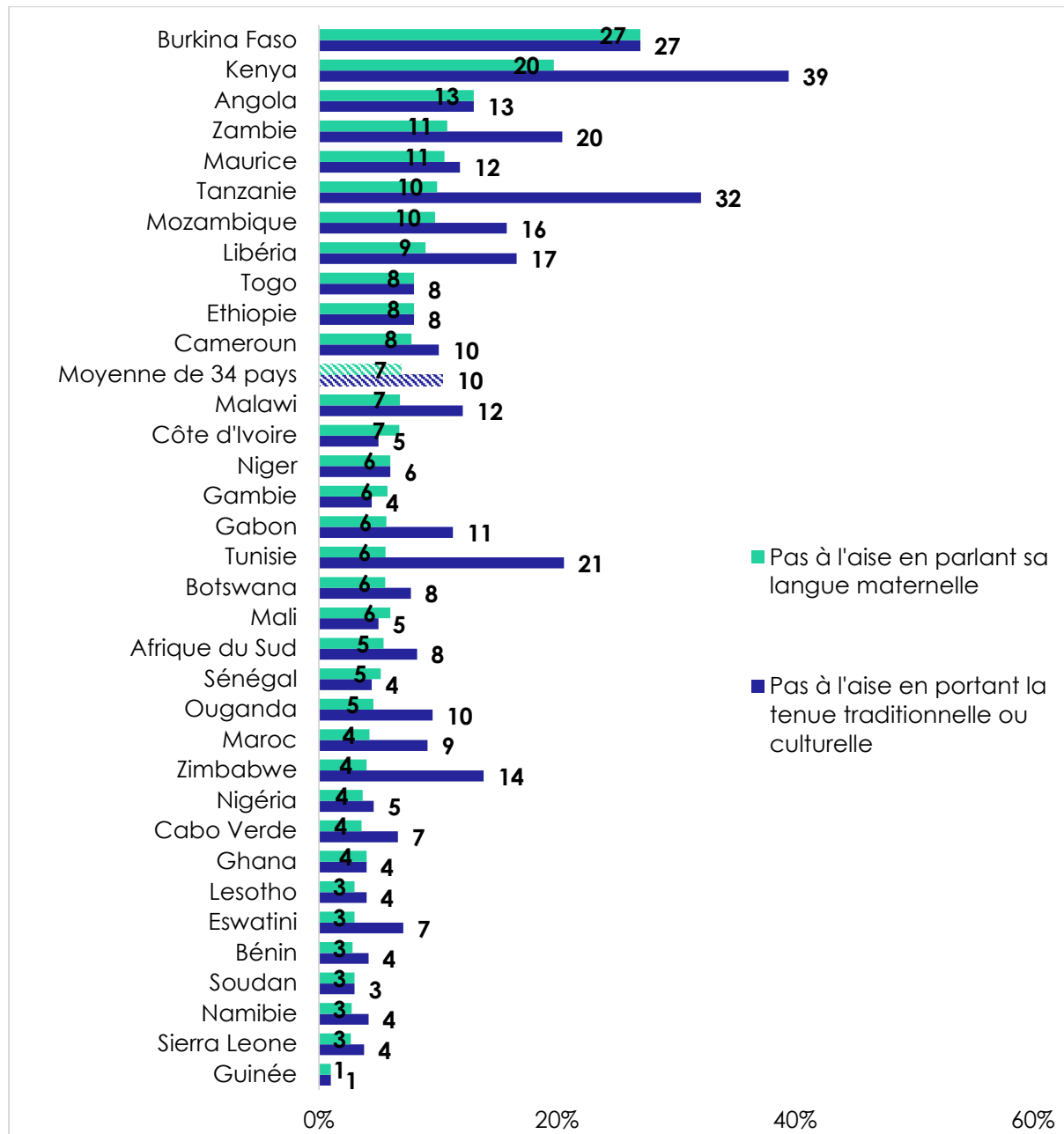
**Question posée aux répondants :** Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen de ce pays] et être [un membre du groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?

\*Cette question n'a pas été posée en Tunisie et au Soudan.

La plupart des gens sont également assez à l'aise pour exprimer leurs identités ethniques et culturelles spécifiques, par exemple en parlant leur langue maternelle ou en portant les vêtements traditionnels en public. En moyenne, seul un sur 10 répondants (10%) se disent mal

à l'aise à l'idée de porter des vêtements traditionnels en public, et un nombre encore plus petit (7%) indiquent une réticence à parler ouvertement sa langue maternelle. Dans 20 des 34 pays, moins d'un sur 10 citoyens expriment un malaise face à l'une ou l'autre de ces pratiques (Figure 10).

**Figure 10 : Mal à l'aise à exprimer son ethnicité | 34 pays | 2019/2021**



**Questions posées aux répondants :** Vous sentez-vous à l'aise : En parlant votre langue maternelle en public ? En portant votre tenue traditionnelle ou culturelle en public ?

Il existe cependant quelques exceptions notables. Près d'un tiers (32%) des Tanzaniens ne sont pas à l'aise de porter une tenue traditionnelle, mais beaucoup moins (10%) sont mal à l'aise de parler leur langue maternelle en public. La situation est similaire en Tunisie (21% mal

à l'aise en tenue traditionnelle, 6% parlant la langue maternelle). Au Burkina Faso, environ un quart (27%) hésitent à parler ou à s'habiller en fonction de leurs racines ethniques ou culturelles.

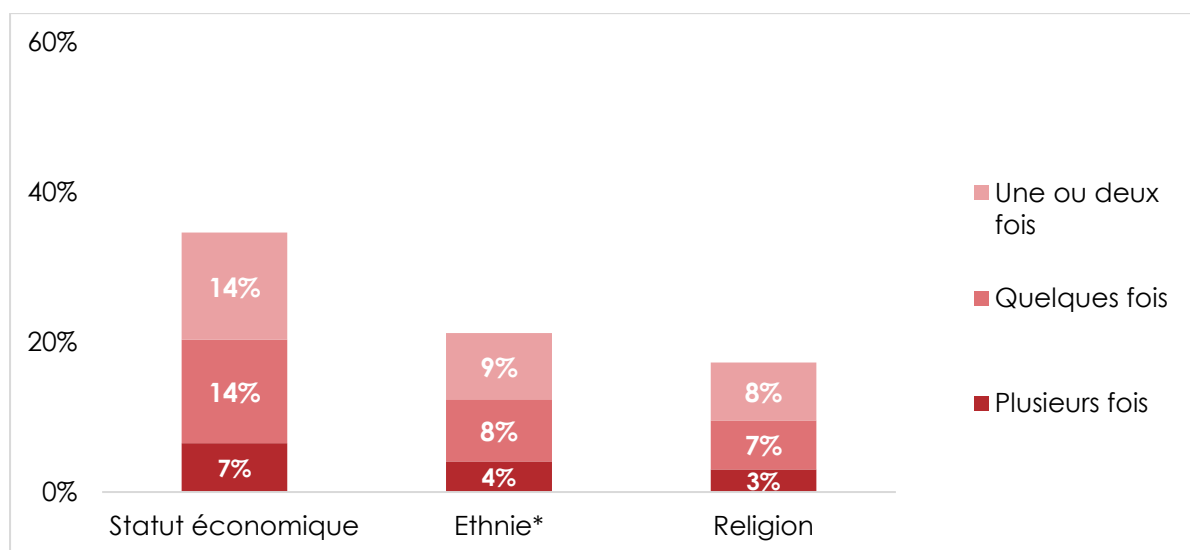
Plus frappant encore, au Kenya, près de quatre personnes sur 10 (39%) hésitent à porter des vêtements traditionnels en public, et la moitié de ce nombre (20%) se sentent mal à l'aise de parler leur langue maternelle en public. Le Kenya présente donc une sorte d'énigme. C'est un pays ethniquement diversifié où l'ethnicité a été largement considérée comme un facteur très important dans la vie politique et sociale – les partis politiques, par exemple, ont de fortes affiliations ethniques (voir Bratton & Kimenyi, 2008). Pourtant, alors que le malaise autour de l'expression ethnique et culturelle est relativement élevé, très peu de Kenyans expriment une préférence pour leur identité ethnique par rapport à leur identité nationale (seulement 7%, Figure 9), et les Kenyans sont parmi les plus susceptibles de dire qu'ils apprécient les communautés diverses (82%, Figure 4).

### Expérience de la discrimination

Au-delà du sentiment d'appartenance à une communauté nationale plus large, nous cherchons à savoir si les gens ont été personnellement victimes de discrimination de la part de leurs concitoyens et si les « gens comme vous » sont généralement victimes de discrimination de la part du gouvernement. Afrobarometer a posé des questions relatives au traitement inéquitable basé sur trois principales identités sociales : l'appartenance ethnique, la religion, et le statut économique.

Contrairement aux idées reçues qui tendent à considérer l'ethnicité comme le clivage le plus déterminant dans de nombreuses sociétés africaines, ces résultats révèlent que le statut économique est le principal facteur de discrimination horizontale (par des compatriotes) et verticale (par le gouvernement). Plus d'un tiers (35%) des répondants déclarent avoir été traité injustement par des concitoyens en raison de leur situation économique au cours de l'année écoulée, tandis que 21% et 17%, respectivement, ont subi un traitement injuste en raison de leur appartenance ethnique et de leur religion (Figure 11).

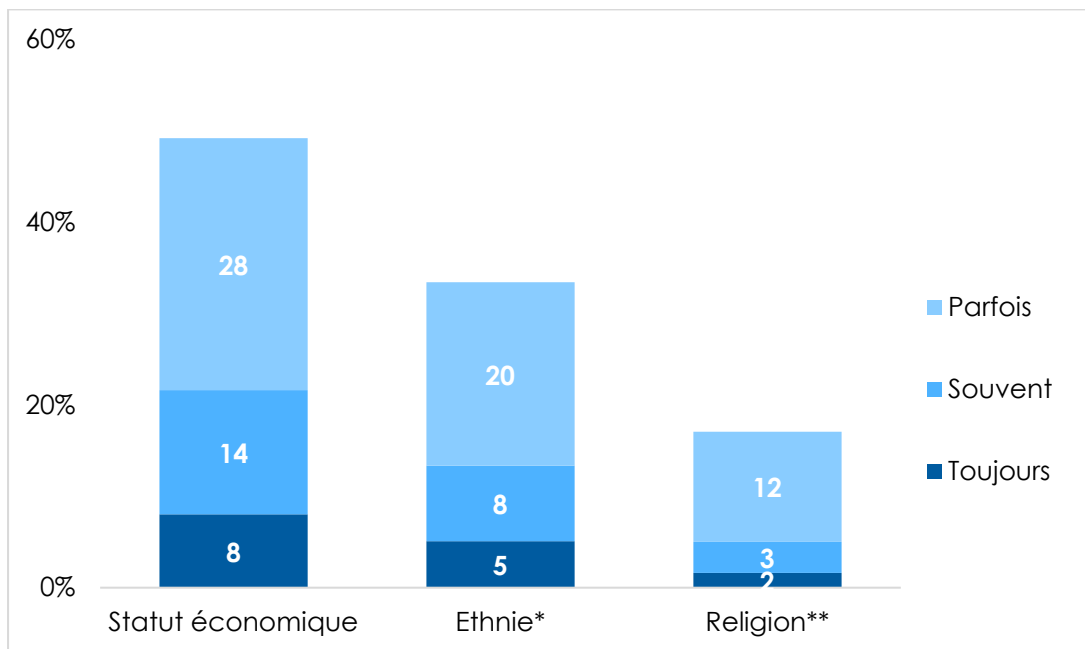
**Figure 11 : Traitement injuste par des compatriotes | 34 pays | 2019/2021**



**Questions posées aux répondants :** Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres [citoyens de ce pays] sur la base de : Vos conditions économiques, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté ? Votre religion ? Votre ethnie ? (\*La question relative à l'ethnie n'a pas été posée en Tunisie.)

En ce qui concerne les mauvais traitements infligés par le gouvernement, les chiffres sont encore plus élevés, quoique cela puisse en partie refléter le fait que cette série de questions portait sur les expériences générales du groupe du répondant, plutôt que sur leur expérience personnelle, et ne précisait pas de période. Un tiers (33%) des répondants déclarent que leur groupe ethnique subit un traitement injuste de la part du gouvernement en raison de leur appartenance ethnique, et la moitié (50%) affirment que le gouvernement traite injustement « les gens comme eux » sur la base de leur statut économique (Figure 12).

**Figure 12 : Traitement injuste par le gouvernement | 34 pays | 2019/2021**



**Questions posées aux répondants :**

A quelle fréquence, éventuellement, des gens comme vous sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté ?

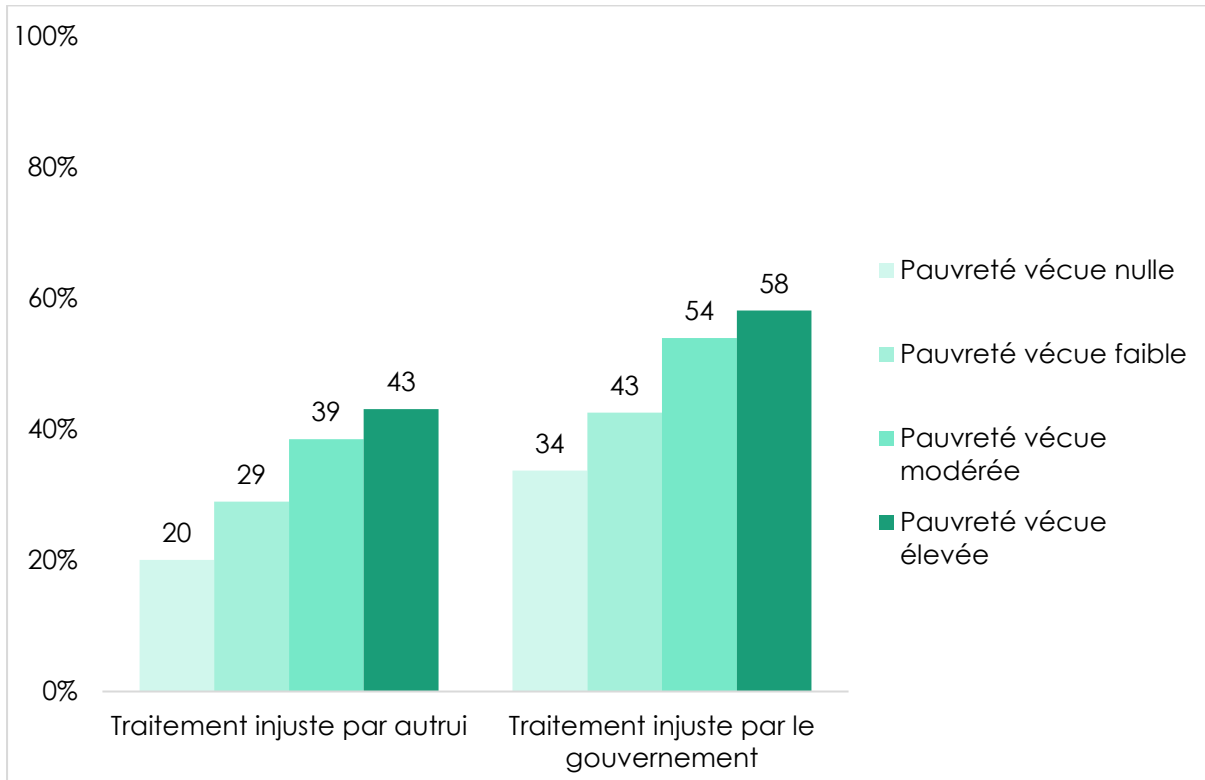
A quelle fréquence, le cas échéant, les [membres du groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement ?

\*La question relative à l'ethnie n'a pas été posée en Tunisie et au Soudan. Dans d'autres pays, cette question n'a pas été posée aux répondants qui ne s'identifiaient qu'à leur identité nationale plutôt qu'à un groupe ethnique (5% de tous les répondants).

\*\*Cette question n'a pas été posée aux répondants qui ne s'identifiaient à aucune religion (c'-à-d. les 5% qui se sont retrouvés dans les catégories « aucune », « a refusé », ou « ne sait pas »).

Comme il fallait s'y attendre, les citoyens plus pauvres sont nettement plus susceptibles d'avoir le sentiment d'être maltraités en raison de leur statut économique. Les personnes confrontées aux niveaux les plus élevés de pauvreté vécue sont plus de deux fois plus susceptibles de penser que leurs concitoyens les maltraitent en raison de leur statut économique (43%) que ceux qui ne vivent pas dans la pauvreté (20%) (Figure 13). Et une bonne majorité (58%) des plus pauvres ont le sentiment que le gouvernement les traite injustement, soit 24 points de pourcentage de plus que le nombre de citoyens plus riches qui ont ce sentiment (34%).

**Figure 13 : Traitement injuste sur la base du statut économique | par statut économique | 34 pays | 2019/2021**



**Questions posées aux répondants :**

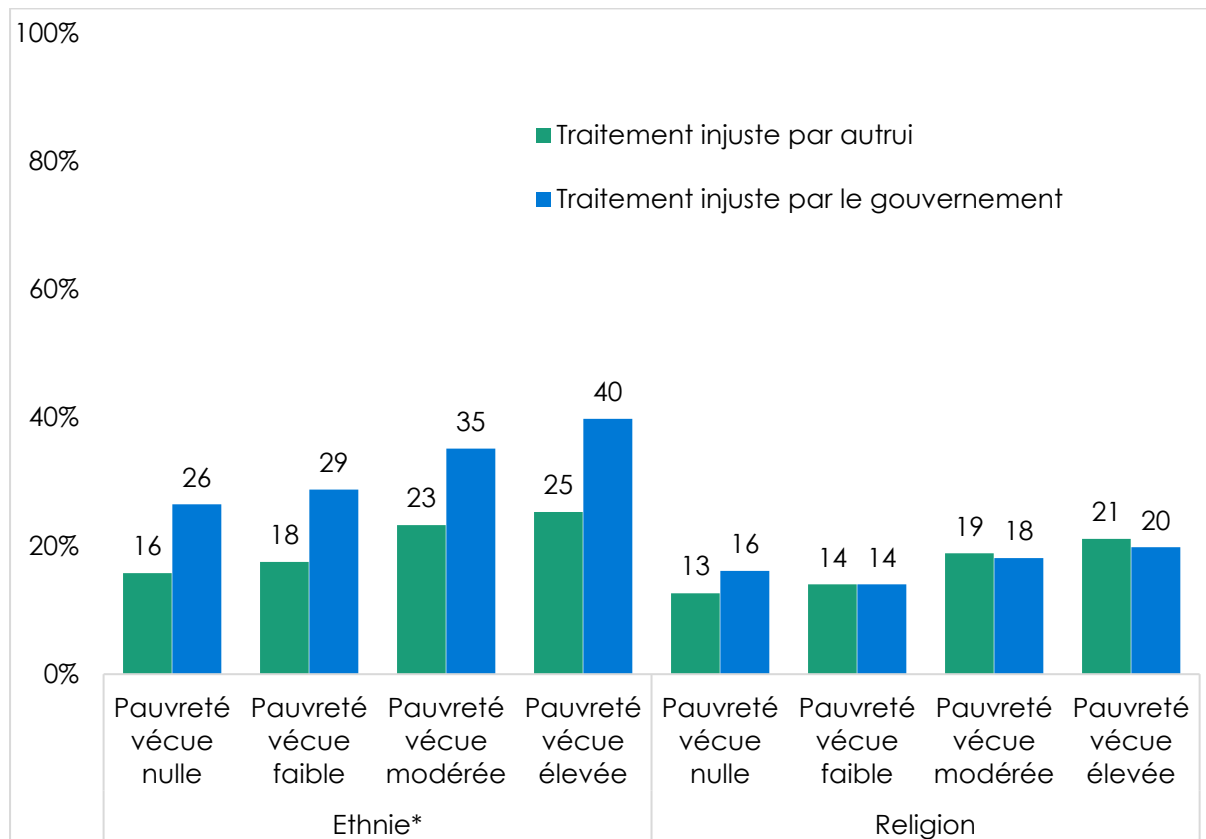
*Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres [citoyens de ce pays] sur la base de vos conditions économiques, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté ? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « plusieurs fois »)*

*A quelle fréquence, le cas échéant, les [membres du groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté ? (% qui répondent « quelques fois », « souvent », ou « toujours »)*

Mais les citoyens plus pauvres sont également beaucoup plus susceptibles d'être traités injustement en raison de leur appartenance ethnique et de leur religion, bien que les écarts avec les citoyens plus riches ne soient pas toujours aussi considérables (Figure 14). Les plus pauvres font état de 9 points de pourcentage additionnels de traitement injuste par leurs concitoyens en raison de leur appartenance ethnique par rapport aux plus riches (25% contre 16%), et la marge est de 8 points de pourcentage pour la religion (21% contre 13%). Les écarts de traitement injuste par le gouvernement sont de 14 points pour l'ethnicité (40% chez les plus pauvres contre 26% chez les plus riches) et de 4 points pour la religion (20% contre 16%).



**Figure 14 : Traitement injuste sur la base de l'ethnie et de la religion | par statut économique | 34 pays | 2019/2021**



**Questions posées aux répondants :**

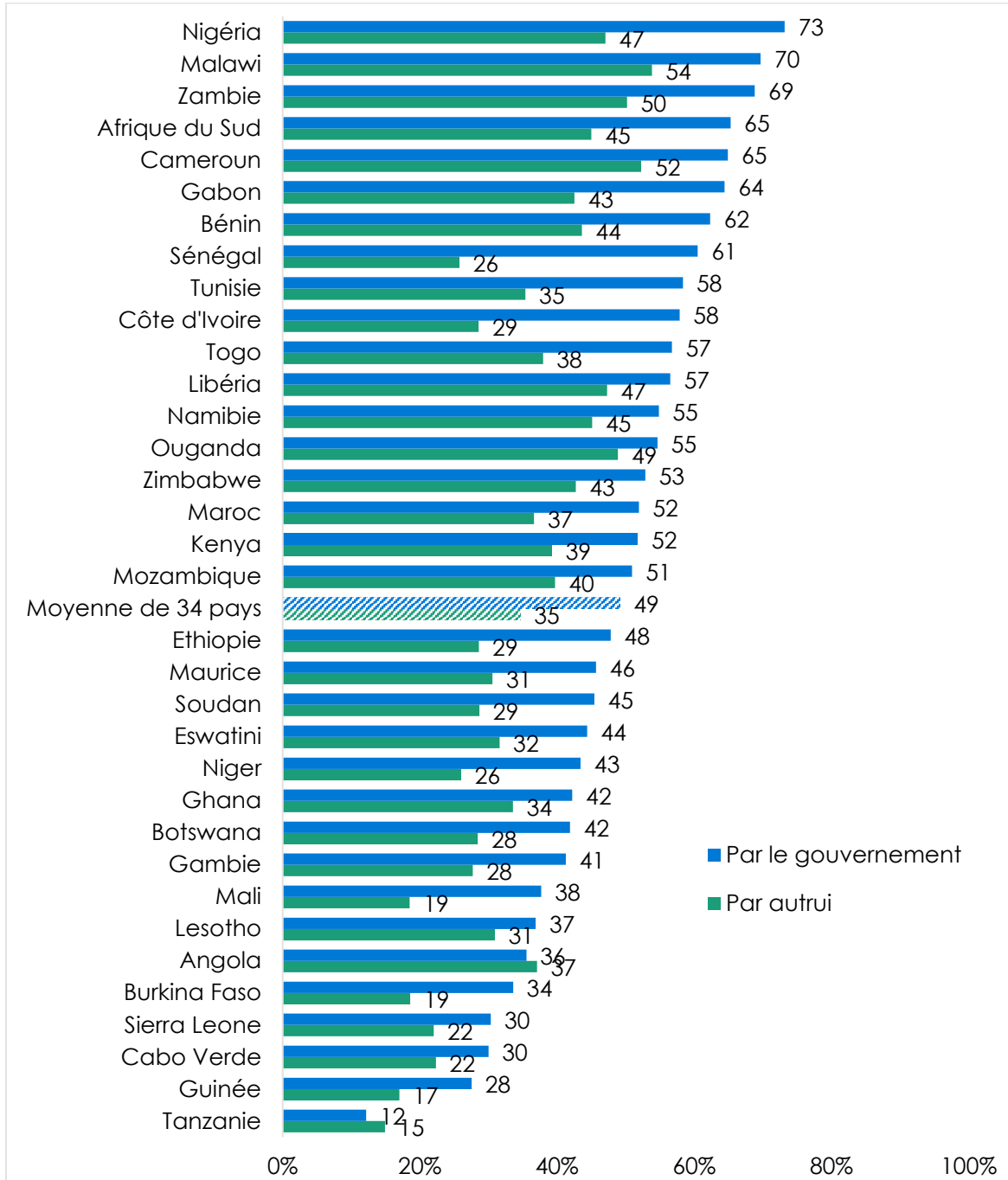
*Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres [citoyens de ce pays] sur la base de vos conditions économiques, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté ? (\*La question relative à l'ethnie n'a pas été posée en Tunisie et au Soudan.) (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « plusieurs fois »)*

*A quelle fréquence, le cas échéant, les [membres du groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté ? (% qui répondent « quelques fois », « souvent », ou « toujours »)*

En tenant compte du fait que ces mesures sont similaires mais pas exactement comparables, la Figure 15 illustre les cas de traitement injuste fondé sur la situation économique, tant par les citoyens que par le gouvernement. Sept citoyens environ sur 10 au Nigéria (73%) et au Malawi (70%) estiment que leur gouvernement les traite injustement, ce qui est une accusation stupéfiante. Même dans le pays le plus performant, la Tanzanie, 12% des répondants déclarent que leur gouvernement les traite injustement.

Les compatriotes sont moins discriminants, mais la majorité des répondants au Malawi (54%) estiment que les autres Malawites les traitent avec discrimination sur la base de leur statut économique, suivis de près par le Cameroun (52%) et la Zambie (50%).

**Figure 15 : Traitement injuste sur la base du statut économique | 34 pays**  
 | 2019/2021



**Questions posées aux répondants :**

*Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres [citoyens de ce pays] sur la base de vos conditions économiques, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté ? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « plusieurs fois »)*

*A quelle fréquence, le cas échéant, les [membres du groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté ? (% qui répondent « quelques fois », « souvent », ou « toujours »)*

Le Tableau 1 récapitule la prévalence signalée des traitements injustes par pays pour les six indicateurs étudiés. Les cellules sont codées par couleur, les nuances plus sombres indiquant des niveaux plus élevés de traitement inéquitable.

**Tableau 1 : Expérience de traitements injustes | 34 pays | 2019/2021**

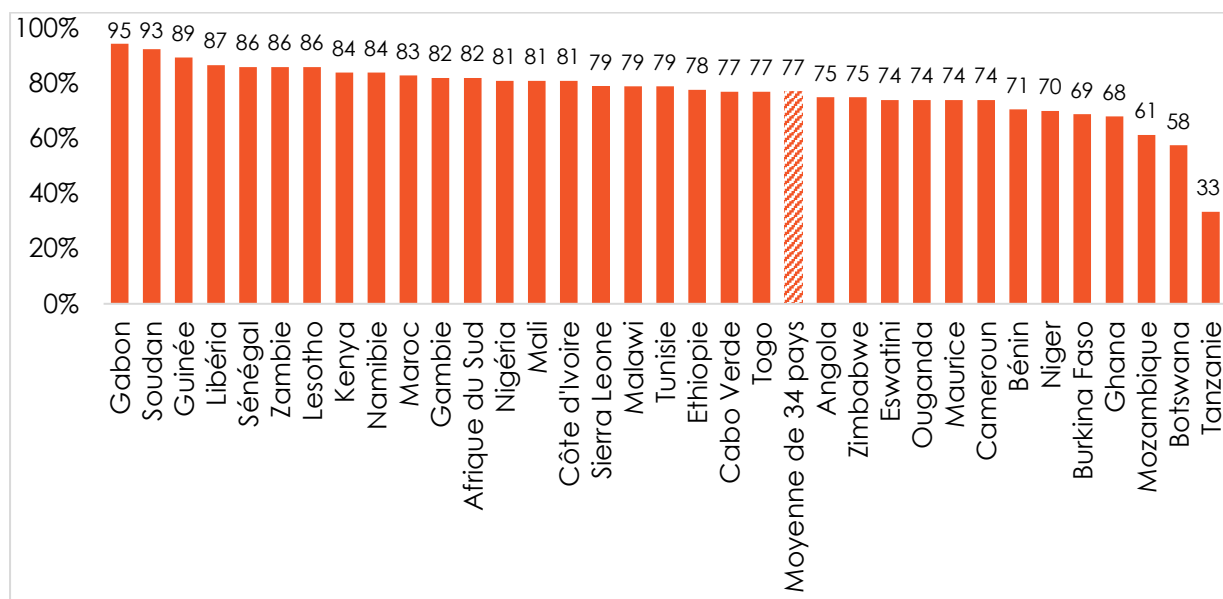
	Traitement injuste par le gouvernement (% « quelques fois », « souvent », ou « toujours »)			Traitement injuste par autrui (% « une ou deux fois », « quelques fois », ou « plusieurs fois »)		
	Statut économique	Ethnie	Religion	Statut économique	Ethnie	Religion
Angola	36%	30%	20%	37%	31%	32%
Bénin	62%	34%	22%	44%	18%	21%
Botswana	42%	27%	12%	28%	17%	15%
Burkina Faso	34%	12%	10%	19%	10%	11%
Cabo Verde	30%	17%	3%	22%	9%	9%
Cameroun	65%	64%	41%	52%	47%	34%
Côte d'Ivoire	58%	39%	11%	29%	18%	13%
Eswatini	44%	33%	6%	32%	10%	18%
Ethiopie	48%	52%	21%	29%	30%	18%
Gabon	64%	55%	30%	43%	33%	20%
Gambie	41%	28%	10%	28%	15%	7%
Ghana	42%	25%	13%	34%	19%	17%
Guinée	28%	28%	2%	17%	10%	4%
Kenya	52%	48%	15%	39%	30%	20%
Lesotho	37%	8%	6%	31%	6%	17%
Libéria	57%	25%	16%	47%	25%	23%
Malawi	70%	52%	25%	54%	25%	24%
Mali	38%	25%	10%	19%	13%	9%
Maurice	46%	47%	43%	31%	30%	31%
Maroc	52%	24%	5%	37%	14%	3%
Mozambique	51%	38%	29%	40%	30%	29%
Namibie	55%	41%	16%	45%	32%	26%
Niger	43%	20%	17%	26%	12%	12%
Nigéria	73%	50%	34%	47%	33%	30%
Sénégal	61%	22%	7%	26%	11%	6%
Sierra Leone	30%	13%	2%	22%	11%	7%
Afrique du Sud	65%	46%	33%	45%	35%	30%
Soudan	45%	NA	16%	29%	24%	19%
Tanzanie	12%	6%	3%	15%	4%	4%
Togo	57%	47%	29%	38%	24%	19%
Tunisie	58%	NA	27%	35%	NA	9%
Ouganda	55%	44%	19%	49%	34%	23%
Zambie	69%	34%	16%	50%	22%	19%
Zimbabwe	53%	25%	14%	43%	17%	11%
Moyenne	49%	31%	17%	35%	21%	17%
	<15%	Faible		15%-25%	Modéré	
	26%-35%	Modéré à élevé		>35%	Élevé	

Le Cameroun, Maurice, le Mozambique, le Nigéria et l'Afrique du Sud signalent les problèmes de discrimination les plus répandus, avec des niveaux élevés ou modérés à élevés de traitement injuste signalés pour les six indicateurs. Les Malawiens et les Zambiens signalent des niveaux remarquablement élevés de discrimination économique et atteignent des niveaux au moins modérés pour tous les indicateurs. L'Angola, le Bénin, l'Ethiopie, le Gabon, le Kenya, le Libéria, la Namibie, le Togo et l'Ouganda enregistrent également des niveaux au moins modérés de traitement injuste pour les six indicateurs.

En revanche, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Guinée, la Sierra Leone et la Tanzanie se distinguent comme des pays où la discrimination est beaucoup moins répandue, même si elle persiste clairement. Mais il convient de noter que bien que certains pays n'enregistrent que des niveaux marginaux de discrimination fondée sur la religion (en particulier le Cabo Verde, la Guinée, la Sierra Leone et la Tanzanie) ou même l'ethnicité (Lesotho et Tanzanie), aucun pays à l'exception de la Tanzanie n'obtient un meilleur score que « modéré à élevé » sur la discrimination gouvernementale fondée sur le statut économique. Et l'Ethiopie et Maurice sont les seuls pays où la discrimination fondée sur le statut économique est égalée par la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique.

En somme, l'inégalité économique et le mauvais traitement infligé à de nombreux citoyens de ce fait semblent être un élément critique compromettant l'unité et la cohésion sociale. Alors que les clivages plus traditionnellement reconnus de la religion et de l'ethnicité sont au fondement de certains griefs populaires, l'inégalité économique est beaucoup plus importante comme source de perception de traitements injustes. Pourtant, plus de trois quarts (77%) des répondants déclarent que leurs gouvernements s'en sortent « assez mal » ou « très mal » en ce qui concerne la réduction des inégalités entre riches et pauvres, avec des majorités importantes dans chaque pays sauf la Tanzanie (Figure 16). Ceci suggère que les gouvernements doivent combattre l'inégalité économique de manière plus directe et plus agressive, dans la mesure où elle constitue une source de clivage potentiel critique, et dans certains pays même croissante (Chancel, Cogneau, Gethin, & Myczkowski, 2019).

**Figure 16 : Piètre performance gouvernementale vis-à-vis de l'inégalité | 34 pays | 2019/2021**



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Réduction du fossé entre riches et pauvres ? (% de « plutôt mal » ou « très mal »)

## Liens sociaux et résultats pro-sociaux

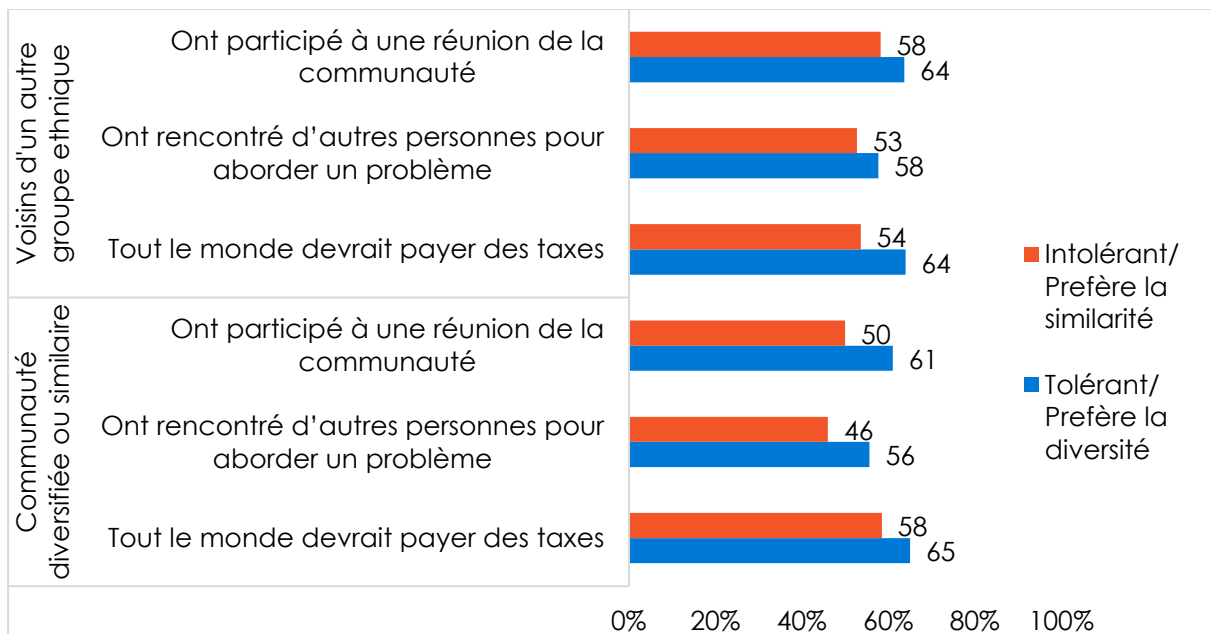
La principale raison pour laquelle les analystes s'intéressent à des facteurs tels que le capital social et la cohésion sociale est leur incidence prévisible sur les résultats sociaux. En général, on s'attend à ce que des sociétés plus cohésives soient également plus efficaces dans leur action collective en vue de la résolution des problèmes et de la réalisation des objectifs de développement.

La présente évaluation n'a pas pour objet d'évaluer l'incidence de différents types de liens et de clivages sociaux sur des résultats tels que la collaboration communautaire ou l'engagement en faveur du bien commun. Mais quelques résultats préliminaires suggèrent au moins un lien modeste qui vaut la peine d'être exploré plus avant.

Nous examinons dans un premier temps la relation entre les attitudes favorables à la diversité – la tolérance envers des voisins différents et la conviction que les communautés diverses sont plus fortes – et plusieurs résultats clés. En termes de résultats comportementaux, nous considérons deux actions susceptibles d'être des éléments clés de la résolution collective des problèmes : la participation aux réunions communautaires et le fait de se joindre aux autres pour aborder des questions. En termes de résultats attitudeux, nous déterminons si les individus approuvent que l'État puisse percevoir des impôts, une attitude qui suggère un certain attachement au bien commun.

Dans tous les cas, nous constatons que l'engagement en faveur de la tolérance et de la diversité est lié à des niveaux plus élevés de comportements et attitudes pro-sociaux (Figure 17).

**Figure 17 : Attitudes pro-diversité et résultats pro-sociaux | 34 pays | 2019/2021**



### Questions posées aux répondants :

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois :

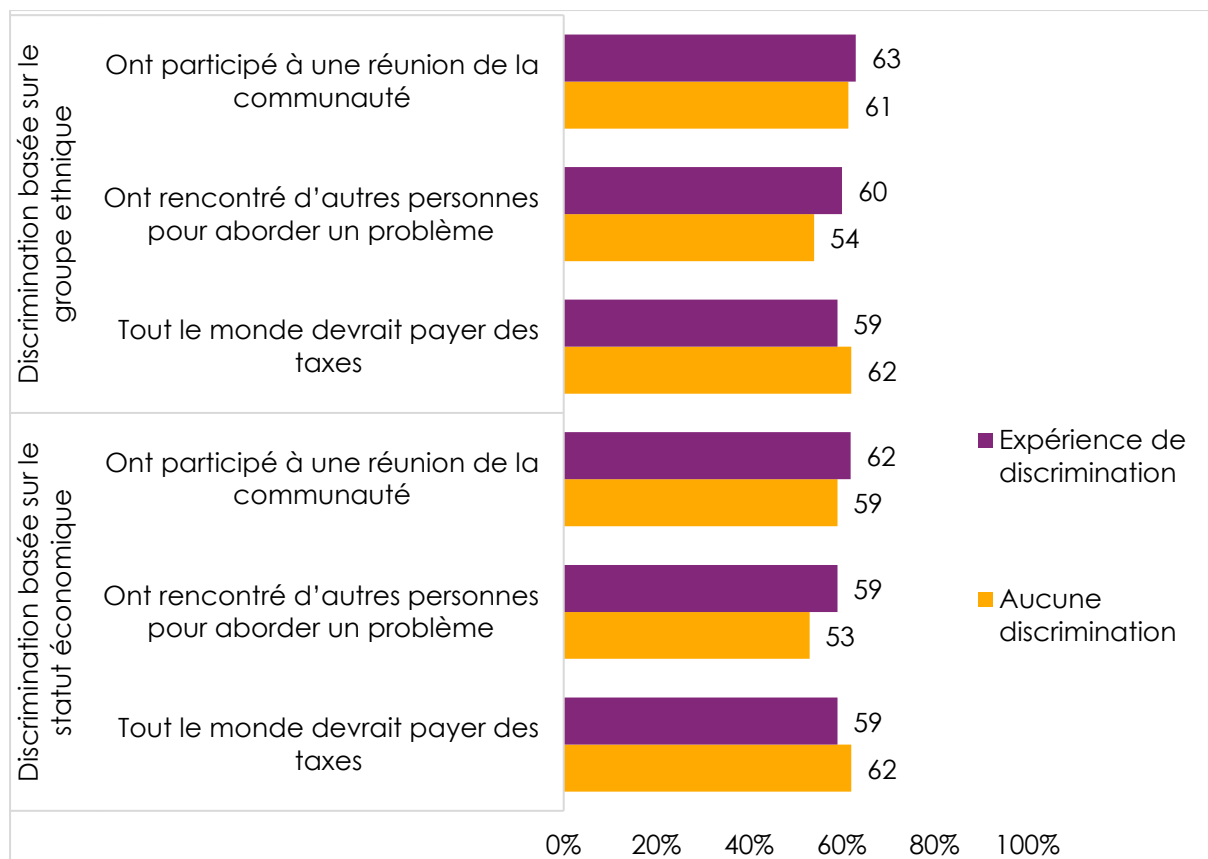
Participer à une réunion de la communauté ? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)

Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Les différences observées entre les personnes ayant des attitudes favorables à la diversité ou à la tolérance et celles qui rejettent la tolérance ou la diversité sont assez modestes. Mais l'écart est assez important (jusqu'à 10 points de pourcentage) dans d'autres cas, par exemple l'attitude pro-sociale selon laquelle les gens doivent payer des impôts. Il est impossible de dire si les attitudes favorables à la diversité constituent la cause ou la conséquence de facteurs tels que le contact avec les autres ; il existe probablement un certain degré de causalité dans les deux sens (Jenson, 2019). Mais ces conclusions suggèrent clairement qu'il est indispensable de pousser plus loin l'exploration des conséquences des divers degrés de liens sociaux sur les résultats sociaux attendus.

En retournant la situation et en examinant la relation entre les expériences négatives – notamment l'expérience de la discrimination basée sur l'origine ethnique ou le statut économique – et les résultats pro-sociaux, nous observons une divergence intéressante. Comme on pouvait s'y attendre, les répondants victimes de discrimination sont moins susceptibles d'exprimer des attitudes pro-sociales telles que la volonté de payer des impôts (Figure 18).

**Figure 18 : Expérience de discrimination et résultats pro-sociaux | 34 pays**  
 | 2019/2021



**Questions posées aux répondants :**

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois : Participer à une réunion de la communauté ? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)  
 Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Nous constatons toutefois que ceux qui ont directement subi la discrimination aux mains de leurs concitoyens sont un peu *plus susceptibles*, plutôt que moins, de participer à des activités et des actions collectives. À première vue, cette constatation pourrait paraître inattendue. Mais rappelons que nous avons déjà constaté que les personnes économiquement défavorisées sont les plus susceptibles de subir la discrimination (Figure 13 et Figure 14). Des résultats antérieurs d'Afrobarometer (Logan, Sanny, & Han, 2020) ont démontré que les membres les plus pauvres de la société sont en réalité les plus susceptibles de s'engager dans un mouvement civique volontaire, tel que les réunions communautaires et la concertation avec d'autres personnes pour aborder des problèmes.

En définitive, il semble que les personnes les plus pauvres et les plus discriminées soient en réalité incitées à prendre des mesures visant à améliorer leur situation, tout en se désengageant des exigences « obligatoires » qu'un État ou une société inégale leur impose, comme le paiement des impôts. Nous notons néanmoins à nouveau que ces conclusions sont très préliminaires et méritent d'être approfondies.

## Conclusion

La compréhension de l'équilibre entre la cohésion sociale et la dissonance sociale (Lockwood, 1999) telles que vécues dans les sociétés africaines est encore en chantier. Les nouveaux résultats du Round 8 d'Afrobarometer exposés ici suggèrent la nécessité de remettre en question nos postulats conventionnels sur les identités et les clivages les plus importants dans une société donnée, ainsi que sur la façon de mesurer au mieux la « cohésion ».

Dans les 34 pays traités ici, les niveaux de confiance généralisée sont extrêmement faibles, et l'engagement en faveur de la diversité, de la tolérance et de l'acceptation des différences (sur la plupart des questions) est pourtant élevé. Nous observons également des niveaux assez élevés d'engagement envers la nation, ainsi que des niveaux importants de discrimination. Il y a encore beaucoup à faire pour déterminer les implications de ces indicateurs complexes et variés sur la mesure de la cohésion sociale et, surtout, sur les résultats sociaux et du développement.

## Références

- BBC. (2020). Coronavirus in Africa: Five reasons why covid-19 has been less deadly than elsewhere. 7 octobre.
- Berman, B., Eyoh, D., & Kymlicka, W. (Eds.). (2004). *Ethnicity and democracy in Africa*. Oxford : James Currey.
- Bratton, M., & Kimenyi, M. (2008). Voting in Kenya : Putting ethnicity in perspective. *Journal of Eastern African Studies*, 2(2), 272-289.
- Chan, J., To, H.-P., & Chan, E. (2006). Reconsidering social cohesion : Developing a definition and analytical framework for empirical research. *Social Indicators Research*, 75(2), 237-302.
- Chancel, L., Cogneau, D., Gethin, A., & Myczkowski, A. (2019). Income inequality in Africa, 1990-2017. World Inequality Lab WID. World Issue Brief 2019/6.
- Dulani, B., Sambo, G., & Dionne, K. Y. (2016). Bons voisins ? Les Africains démontrent un sens élevé de la tolérance envers beaucoup, mais pas tous. Dépêche No. 74 d'Afrobarometer.
- Howard, B. (2020). « Tous dans le même bateau » : Les Africains tolèrent les autres ethnies, religions, et nationalités, pas l'orientation sexuelle différente. Dépêche No. 362 d'Afrobarometer.
- Jenson, J. (2019). Intersections of pluralism and social cohesion. Manuscrit publié par le Global Center for Pluralism.
- Lockwood, D. (1999). Civic integration and social cohesion. Dans I. Gough and G. Olofsson (Réd.), *Capitalism and Social Cohesion* (Chapitre 4).
- Logan, C., Sanny, J. A.-N., & Han, K. (2020). Who gets involved ? Insights from Afrobarometer on civic engagement in Africa and implications for fostering volunteerism in pursuit of development goals. Dans : *Measuring the Economic and Social Contributions of Volunteering : Plan of Action Innovation Challenge*. Bonn : United Nations Volunteers (UNV).
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Travail No. 62 d'Afrobarometer.
- Norris, P., & Mattes, R. (2003). Does ethnicity determine support for the governing party ? Document de Travail No. 26 d'Afrobarometer.
- Nunn, N., & Wantchekon, L. (2011). The slave trade and the origins of mistrust in Africa. *American Economic Review*, 101(7), 3221-3252.



## Annexe

**Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents** | 34 pays | 2019/2021

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
<b>Afrique du Sud</b>	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
<b>Angola</b>	Nov.-déc. 2019	N/A
<b>Bénin</b>	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
<b>Botswana</b>	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Burkina Faso</b>	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
<b>Cabo Verde</b>	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
<b>Cameroun</b>	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
<b>Côte d'Ivoire</b>	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
<b>Eswatini</b>	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
<b>Ethiopie</b>	Déc. 2019-jan. 2020	2013
<b>Gabon</b>	Fév. 2020	2015, 2017
<b>Gambie</b>	Fév. 2021	2018
<b>Ghana</b>	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Guinée</b>	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
<b>Kenya</b>	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
<b>Lesotho</b>	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Libéria</b>	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
<b>Malawi</b>	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Mali</b>	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
<b>Maroc</b>	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
<b>Maurice</b>	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
<b>Mozambique</b>	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
<b>Namibie</b>	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Niger</b>	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
<b>Nigéria</b>	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
<b>Ouganda</b>	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
<b>Sénégal</b>	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
<b>Sierra Leone</b>	Mars 2020	2012, 2015, 2018
<b>Soudan</b>	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
<b>Tanzanie</b>	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Togo</b>	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
<b>Tunisie</b>	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
<b>Zambie</b>	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
<b>Zimbabwe</b>	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

**Carolyn Logan** est la directrice des analyses d'Afrobarometer et maître de conférences au Département des Sciences Politiques de Michigan State University (MSU). Email : [clogan@afrobarometer.org](mailto:clogan@afrobarometer.org).

**Alfred Kwadzo Torsu** est étudiant dans le programme Masters of Public Policy du Département de Sciences Politiques de MSU et assistant de recherche pour Afrobarometer. Email : [atorsu@afrobarometer.org](mailto:atorsu@afrobarometer.org).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org), pour plus d'informations.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 516 d'Afrobarometer | 18 avril 2022